

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 3. De vereiste van een geschrift, van een papieren of duurzame drager wordt vervuld door ieder hulpmiddel zoals bepaald in artikel I.1., 15°, van het Wetboek van economisch recht."

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 6. De vereiste inzake aangetekende verzending wordt vervuld:

1° via technieken inzake aangetekende elektronische verzending die de voorwaarden bepaald bij de artikelen 4 en 7 van de wet, zoals de eBox, in acht nemen;

2° via een gekwalificeerde dienst voor elektronisch aangetekende bezorging conform Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG en Boek XII, titel 2, en de bijlagen ervan, van het Wetboek van economisch recht."

Art. 6. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "via het door de openbare overheid voorgestelde elektronisch middel" ingevoegd tussen de woorden "langs de elektronische weg" en de woorden "te krijgen";

2° in het tweede lid worden de woorden "het aldus voorgestelde elektronische middel en" ingevoegd tussen de woorden "verstrekkt met betrekking tot" en de woorden "het recht om zich, voor de toekomst, te verzetten".

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2019.

Art. 8. De Minister bevoegd voor e-government en de administratieve informatica is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202740]

16 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant une aide aux entreprises actives dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture pour faire face à la sécheresse exceptionnelle de l'année 2018

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241 et D.242;

Vu le rapport du 21 mars 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 mars 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 avril 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 9 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 16 janvier 2006 fixant les modalités des agréments, des autorisations et des enregistrements préalables délivrés par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

Considérant la sécheresse exceptionnelle survenue entre le 1^{er} juin 2018 et le 30 septembre 2018;

Considérant le préjudice caractérisé par des pertes de production liées à cette sécheresse exceptionnelle;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'Administration : la Direction des Programmes européens du Département des Politiques européennes et des Accords internationaux de l'administration au sens de l'article D.3, 3° du Code;

2° le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

3° le producteur : la personne physique ou morale qui gère de manière autonome à son profit et pour son compte une ou plusieurs unités de production aquacole;

4° le Règlement (UE) n° 717/2014 : le Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (*J.O.U.E., L. 190, 28 juin 2014, p.45-54*);

5° la sécheresse : l'évènement climatique exceptionnel reconnu comme tel par l'Institut Royal Météorologique belge (IRM);

6° l'unité de production aquacole : une unité d'établissement, au sens de l'article I.2, 16° du Code de droit économique, au sein de laquelle l'aquaculture est pratiquée.

Art. 2. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles et conformément aux dispositions du Règlement (UE) n° 717/2014, une subvention est octroyée aux entreprises actives dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture qui ont subi des pertes et rencontrent des difficultés de trésorerie suite à la sécheresse exceptionnelle survenue entre le 1^{er} juin 2018 et le 30 septembre 2018 et qui répondent aux conditions du présent arrêté.

En cas d'insuffisance de fonds, le Ministre peut décider que les demandes d'aides ne sont plus admises à partir de la date qu'il fixe.

CHAPITRE II. — Régime d'aide

Art. 3. L'aide visée à l'article 2 prend la forme d'une subvention d'un montant équivalent à maximum 100 pour-cent des pertes constatées.

Le montant total de l'aide visée à l'alinéa 1^{er} ne dépasse pas 30.000 euros sur une période de trois exercices fiscaux duquel est déduit le montant de toute aide de *de minimis* ayant été octroyée au cours de l'année en cours et des deux années précédentes.

Art. 4. Pour bénéficier de l'aide visée à l'article 2, le producteur :

1° introduit une demande d'aide conformément aux articles 5 et 6, pour des pertes subies exclusivement dans les unités de production aquacole situées sur le territoire de la Région wallonne;

2° dispose d'une adresse de correspondance en Belgique;

3° est identifié au SIGeC, par son numéro de partenaire, en tant que gestionnaire d'une ou plusieurs unités de production aquacole;

4° n'est pas une entité de droit public;

5° n'est pas une entreprise en difficulté au sens de l'article 3, 5), du Règlement (UE) n°1388/2014 de la Commission du 16 décembre 2014 déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

6° a complété la déclaration sur l'honneur relative aux aides *de minimis* conformément aux dispositions de l'article 5 du Règlement (UE) n° 717/2014 et telle que reprise en annexe;

7° démontre une perte d'au moins 2.000 euros consécutive à la sécheresse.

Les pertes visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, peuvent porter sur des activités de transformation lorsque ces dernières sont pratiquées à partir de poissons vivants séjournant au moins trois semaines dans les bassins d'élevage de l'unité de production aquacole concernée par la demande d'aide.

Art. 5. Le dossier de demande d'aide visée à l'article 4, 1°, est introduit auprès de l'Administration au moyen du formulaire déterminé par le Ministre et mis à disposition par l'Administration, et comprend :

1° le formulaire de demande d'aide complété, avec l'identification des unités de production aquacole concernées et situées sur le territoire de la Région wallonne;

2° un rapport d'évaluation du préjudice consécutif à la sécheresse réalisé par un expert compétent;

3° la preuve de la perte visée à l'article 4, 7°;

4° tout autre document probant nécessaire à la vérification des conditions fixées à l'article 4.

L'aide octroyée ne concerne pas les pertes liées à l'élevage d'organismes génétiquement modifiés.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, le Ministre détermine les critères de désignation des experts compétents.

Le Ministre peut déterminer les documents à produire par le demandeur afin de démontrer les pertes subies par la sécheresse ainsi que la méthodologie à suivre par les experts afin d'estimer celles-ci.

Art. 6. La demande d'aide est introduite endéans un délai de deux ans à compter du constat des pertes subies suite à la sécheresse par l'expert compétent, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code.

L'administration en accuse réception dans les dix jours ouvrables de sa réception. L'accusé de réception indique :

1° la date de réception de la demande;

2° le délai dans lequel la décision intervient.

Lorsque la demande d'aide est incomplète, l'Administration en informe le demandeur, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code, et lui demande de la compléter dans les trente jours de la réception.

La décision du Ministre est notifiée par l'Administration au demandeur dans les nonante jours de la réception du dossier complet.

Art. 7. L'Administration mentionne dans la notification de la décision visée à l'article 6, alinéa 4, le caractère *de minimis* de l'aide.

Art. 8. Le Ministre peut, dans le respect du Règlement (UE) n° 717/2014 :

1° compléter la procédure de demande d'aide;

2° ajouter des conditions supplémentaires purement procédurales, requises pour le traitement des dossiers de demande d'aide;

3° compléter la liste des documents à joindre aux demandes d'aide.

Art. 9. Le producteur qui a reçu une notification, conformément à l'article 6, alinéa 4, de décision favorable relative à l'octroi d'une aide, s'engage à :

1° conserver jusqu'au terme de la cinquième année qui suit la date d'octroi de l'aide l'ensemble des documents ayant permis à l'expert d'effectuer le constat des pertes;

2° fournir à l'Administration, jusqu'au terme de la cinquième année qui suit la date d'octroi de l'aide, toutes données relatives à son activité de production, de transformation ou de commercialisation que celle-ci lui demanderait;

3° prouver que l'exploitation respecte les normes environnementales et fait l'objet d'un permis unique ou d'un permis d'environnement.

Art. 10. L'aide est versée en une seule tranche dès la réception d'une demande de paiement, introduite conformément au modèle fixé par le Ministre, datée et signée par le producteur.

Aucun intérêt de retard ne peut être réclamé relatif à l'exécution des paiements effectués dans le cadre du présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Contrôle, sanctions et recours*

Art. 11. Le demandeur autorise l'Administration à visiter les lieux d'exploitation en vue de vérifier le respect des conditions d'octroi de l'aide, après avertissement du demandeur par l'Administration. L'opposition à ce contrôle conduit au refus de l'octroi de l'aide ou à un remboursement proportionnel de celle-ci.

Art. 12. L'Administration procède à la vérification du dossier et des engagements visés à l'article 9.

En cas de paiement indu ou de non-respect des engagements visés à l'article 9, l'aide est réduite ou recouvrée proportionnellement au manquement constaté.

Art. 13. Conformément à l'article D.17 du Code, le producteur peut introduire un recours dans les quarante-cinq jours à dater de la réception de la décision transmise par l'Administration, auprès du Ministre contre toute décision prise en vertu du présent arrêté.

Le Ministre ou son délégué :

1° entend le requérant lorsque celui-ci sollicite une audition conformément à l'article D.17, § 2, du Code;

2° prend une décision sur le recours dans un délai de trois mois à dater de la réception de celui-ci.

Art. 14. Aucune aide prévue par le présent arrêté n'est accordée en faveur d'un producteur qui a créé artificiellement les conditions requises en vue de l'obtention de ces aides, en contradiction avec les objectifs visés par le présent arrêté.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 16. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

Annexe

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR DE L'ENTREPRISE
Aides *de minimis* octroyées et à venir

Vous allez recevoir une aide de la Région Wallonne. La Commission européenne réglemente les aides aux entreprises afin qu'elles ne faussent pas la concurrence. La présente aide est une aide qualifiée de « *de minimis* » au sens de cette réglementation européenne. Au risque de devoir rembourser la somme reçue, le montant des aides dites *de minimis* ne peut dépasser un certain plafond lié au secteur d'activité. Aux fins de vérifier que ce plafond n'est pas dépassé, il vous est demandé de compléter le document suivant.

1. Renseignements généraux

Numéro d'entreprise

□□□□-□□□-□□□

Personne physique (indépendant)

M./Mme. (nom et prénom)

Infos à compléter par l'autorité subsidiaire

Personne morale (société)

Nom de la société:

Forme juridique:

Personne de contact

M./Mme (nom et prénom):

Téléphone/gsm :

2. Participations et composition du capital

L'appréciation du seuil s'effectue en tenant compte de toutes les aides *de minimis* reçues au niveau de **l'entreprise unique**. Si votre entreprise est liée à une ou plusieurs autres entreprises (participations, associations, droits de vote,...), complétez l'annexe. Sinon, passez au point 3.

3. Activités de l'entreprise

L'application des règlements *de minimis* diffère selon le secteur dans lequel l'entreprise est active.

L'entreprise est-elle active dans l'un de ces secteurs (*cochez la case le cas échéant*) ?

L'entreprise est active dans les secteurs de la **pêche, l'aquaculture (en cas de doute, ces activités correspondent aux codes 03 du Code NACE-BEL)**

L'entreprise est active dans le secteur de la production primaire de produits agricoles (en cas de doutes, ces activités correspondent aux codes **01.1 à 01.5 du Code NACE-BEL**)

L'entreprise est active dans le **transport de marchandises par route pour compte d'autrui**.

N.B. : le(s) code(s) NACE de l'entreprise peu(ven)t être obtenu(s) auprès de la Banque-carrefour des entreprises via « BCE public Search », disponible via le lien suivant :

<http://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoeknaamfonetischform.html>

4. Renseignements relatifs aux aides *de minimis*

Pour octroyer une aide en vertu de la réglementation *de minimis*, il est nécessaire de tenir compte des autres aides *de minimis* octroyées à l'entreprise au cours de l'exercice fiscal en cours mais aussi des deux derniers exercices fiscaux. Veuillez compléter le tableau repris ci-dessous si vous avez reçu des aides *de minimis* dans cette période. Pour ce faire, gardez à l'esprit la notion d'entreprise unique développée au point 2 supra.

N.B. : Pour savoir si une précédente aide reçue est une aide *de minimis*, l'autorité subsidiaire vous a remis une attestation d'aide *de minimis* précisant le règlement de laquelle cette aide relève : général, pêche, agriculture, SIEG.

Aides précédemment obtenues et en cours de traitement :

| Date de décision | Entité bénéficiaire | Règlement de minimis concerné par la demande | Objet de l'aide | Pouvoir subsidiant | Montant en EUR |
|-------------------------|----------------------------|--|---|---------------------------|-----------------------|
| □□/□□/□□ | | <input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG | ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... |  | ...EUR |
| □□/□□/□□ | | <input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG | ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... |  | ...EUR |
| □□/□□/□□ | | <input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG | ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... |  | ...EUR |
| □□/□□/□□ | | <input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG | ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... |  | ...EUR |

TOTAL : ...EUR

Je soussigné, (nom et prénom), représentant légal en tant que de l'entité (n° d'entreprise et raison sociale/dénomination), autorisé légalement à engager l'entreprise, atteste sur l'honneur que la liste des enseignements mentionnés ci-dessous est exacte et complète.

Je m'engage à fournir les attestations relatives aux dispositions ci-dessus à la demande de l'administration.

Je suis conscient que si les renseignements transmis par mon entreprise sont inexacts, les aides obtenues sur base de ceux-ci devront être remboursées.

Fait à le

Signature,

ANNEXE*

*Cette partie de la déclaration est à remplir uniquement si l'entreprise a des participations de fait ou de droit dans d'autres entreprises (voy. point 1.1). Il en va de même si d'autres entreprises ont des liens avec l'entreprise (voy. 1.2). Le cas échéant, les aides de minimis de ces entreprises devront être reprises dans le tableau du point 3.

1.1. Participations de fait ou de droit détenues dans d'autres entreprises

Si l'entreprise demanderesse détient des participations dans d'autres entreprises ou associations d'entreprises de manière telle qu'ensemble, elles peuvent être considérées comme étant une « entreprise unique »¹, il est nécessaire de compléter le tableau ci-dessous.

| N° d'entreprise | Dénomination/raison sociale | Forme juridique | Pourcentage du capital |
|-----------------|-----------------------------|-----------------|------------------------|
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |

1.2. Entreprises liées à l'entreprise demanderesse

Il est nécessaire de compléter le tableau ci-dessous si une entreprise :

- a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de l'entreprise demanderesse OU ;
- a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise demanderesse OU ;
- a le droit d'exercer une influence dominante sur l'entreprise demanderesse en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci OU ;
- contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de l'entreprise demanderesse, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

| N° d'entreprise | Dénomination/raison sociale | Forme juridique | Cas de figure a), b), c) ou d) |
|-----------------|-----------------------------|-----------------|--------------------------------|
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 octroyant une aide aux entreprises actives dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture pour faire face à la sécheresse exceptionnelle de l'année 2018.
Namur, le 16 mai 2019.

Pour le Gouvernement:
Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

¹ Sont notamment visées les entreprises liées en raison de la détention par une entreprise de la majorité des droits de vote ou du droit d'exercer une influence dominante dans le fonctionnement de l'autre entreprise en vertu d'un contrat ou d'une clause des statuts.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202740]

16. MAI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer Beihilfe zugunsten der im Bereich der Fischerei und der Aquakultur tätigen Unternehmen, um die Auswirkungen der außergewöhnlichen Trockenheit des Jahres 2018 zu bewältigen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 717/2014 der Kommission vom 27. Juni 2014 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen im Fischerei- und Aquakultursektor;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.241 und D.242;

Aufgrund des Berichts vom 21. März 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 27. März 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 4. April 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 9. April 2019 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 16. Januar 2006 zur Festlegung der Modalitäten der von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette ausgestellten Zulassungen, Genehmigungen und vorherigen Registrierungen;

In Erwägung der außergewöhnlichen Trockenheit, die zwischen dem 1. Juni 2018 und dem 30. September 2018 herrschte;

In Erwägung der Schäden, die durch Produktionsausfälle infolge dieser außergewöhnlichen Trockenheit verursacht wurden;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verwaltung: die Direktion der europäischen Programme der Abteilung europäische Politik und internationale Abkommen der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches;

2° Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

3° Erzeuger: die natürliche oder juristische Person, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region eine oder mehrere Aquakulturanlagen autonom zu seinem Nutzen und für seine Rechnung führt;

4° Verordnung (EU) Nr. 717/2014: die Verordnung (EG) Nr. 717/2014 der Kommission vom 27. Juni 2014 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen im Fischerei- und Aquakultursektor (*ABl. L. 190 vom 28. Juni 2014, S. 45-54*);

5° Trockenheit: das außergewöhnliche klimatische Ereignis, das vom Königlichen Meteorologischen Institut von Belgien (KMI) als solches anerkannt wurde;

6° Aquakulturanlage: die Betriebseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches, in der die Aquakultur betrieben wird.

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel und in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 717/2014 wird den im Fischerei- und Aquakultursektor tätigen Unternehmen, die aufgrund der außergewöhnlichen Trockenheit zwischen dem 1. Juni 2018 und dem 30. September 2018 Verluste erlitten haben und mit finanziellen Schwierigkeiten konfrontiert werden und die die Bedingungen des vorliegenden Erlasses erfüllen, eine Beihilfe gewährt.

Sind die Mittel nicht ausreichend, so kann der Minister beschließen, dass die Beihilfeanträge ab dem von ihm festgelegten Datum nicht mehr zugelassen werden.

KAPITEL II — *Beihilferegelung*

Art. 3 - Die in Artikel 2 angeführte Beihilfe wird in Form einer Subvention in Höhe von höchstens 100 Prozent der festgestellten Verluste gewährt.

Der Gesamtbetrag in dem ersten Absatz erwähnten Beihilfe darf den 30.000 Euro über einen Zeitraum von drei Steuerjahren nicht überschreiten, abzüglich des Betrags jeglicher "De-minimis"-Beihilfen, die während des laufenden Jahres und in den beiden vorangehenden Jahren gewährt wurden.

Art. 4 - Um in den Genuss der in Artikel 2 erwähnten Beihilfe zu gelangen, erfüllt der Erzeuger folgende Bedingungen:

1° er stellt einen Beihilfeantrag gemäß den Artikeln 5 und 6 für Verluste, die ausschließlich in den auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Aquakulturanlagen entstanden sind;

2° er besitzt eine Korrespondenzanschrift in Belgien;

3° er ist im InVeKoS-System durch eine Partnernummer als Betreiber einer oder mehrerer Aquakulturanlagen identifizierter;

4° er ist kein öffentlich-rechtliches Unternehmen;

5° er ist kein Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne von Artikel 3 Ziffer 5 der Verordnung (EU) Nr. 1388/2014 der Kommission vom 16. Dezember 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen zugunsten von in der Erzeugung, Verarbeitung und Vermarktung von Erzeugnissen der Fischerei und der Aquakultur tätigen Unternehmen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

6° er hat die ehrenwörtliche Erklärung in Bezug auf die De-minimis-Beihilfen gemäß Artikel 5 der Verordnung (EU) Nr. 717/2014, wie sie im Anhang angeführt wird, ausgefüllt;

7° er weist einen Verlust von mindestens 2.000 Euro aufgrund der Trockenheit auf.

Die in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Verluste können sich auf Verarbeitungstätigkeiten beziehen, wenn diese unter Verwendung von lebenden Fischen durchgeführt werden, die mindestens drei Wochen lang in den Zuchtbecken der vom Beihilfeantrag betroffenen Aquakulturanlage gehalten werden.

Art. 5 - Der in Artikel 4 Ziffer 1 genannte Beihilfeantrag ist der Verwaltung anhand des vom Minister festgelegten und von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Formulars vorzulegen und muss Folgendes enthalten:

1° das ausgefüllte Beihilfeantragsformular mit der Angabe der betreffenden Aquakulturanlagen, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden;

2° ein von einem zuständigen Sachverständigen erstelltes Gutachten zur Beurteilung der auf die Trockenheit zurückzuführenden Schäden;

3° den Nachweis des in Artikel 4 Ziffer 7 genannten Schadens;

4° alle anderen erforderlichen Unterlagen, um die in Artikel 4 genannten Bedingungen zu überprüfen.

Die gewährte Beihilfe betrifft nicht die Verluste im Zusammenhang mit der Aufzucht genetisch veränderter Organismen.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 legt der Minister die Kriterien für die Ernennung der zuständigen Sachverständigen fest.

Der Minister kann die vom Antragsteller vorzulegenden Unterlagen zum Nachweis der durch die Trockenheit erlittenen Verluste und die von den Sachverständigen anzuwendende Methode zur Schätzung dieser Verluste festlegen.

Art. 6 - Der Beihilfeantrag ist innerhalb von zwei Jahren nachdem der zuständige Sachverständige die durch die Trockenheit entstandenen Verluste anerkannt hat, durch jedes Mittel, das der Einsendung gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches ein sicheres Datum verleiht, einzureichen.

Die Verwaltung bestätigt den Empfang des Einspruchs innerhalb von zehn Arbeitstagen nach dessen Eingang. Die Empfangsbestätigung umfasst:

1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;

2° die Frist, innerhalb welcher der Beschluss gefasst wird.

Ist der Beihilfeantrag unvollständig, so teilt die Verwaltung dem Antragsteller dies durch jedes Mittel, das der Einsendung gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches ein sicheres Datum verleiht, mit und fordert ihn auf, den Antrag innerhalb von dreißig Tagen nach dieser Aufforderung zu vervollständigen.

Der Beschluss des Ministers wird dem Antragsteller innerhalb von neunzig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte durch die Verwaltung mitgeteilt.

Art. 7 - In der Mitteilung über den in Artikel 6 Absatz 4 genannten Beschluss vermerkt die Verwaltung, ob es sich um eine De-minimis-Beihilfe handelt oder nicht.

Art. 8 - Unter Beachtung der Verordnung (EU) Nr. 717/2014 kann der Minister:

1° das Verfahren zur Beantragung einer Beihilfe vervollständigen;

2° rein verfahrenstechnische ergänzende Anforderungen hinzuzufügen, die für die Bearbeitung der Akten zur Beantragung der Beihilfe erforderlich sind;

3° die Liste der Schriftstücke, die den Beihilfeanträgen beizufügen sind, vervollständigen;

Art. 9 - Der Erzeuger, der gemäß Artikel 6 Absatz 4 eine Mitteilung über den günstigen Beschluss zur Gewährung einer Beihilfe erhalten hat, verpflichtet sich:

1° bis zum Ende des fünften Jahres nach dem Tag, an dem die Beihilfe gewährt wird, alle Unterlagen aufzubewahren, die es dem Sachverständigen ermöglicht haben, die Verluste festzustellen;

2° der Verwaltung bis zum Ende des fünften Jahres nach dem Tag, an dem die Beihilfe gewährt wird, alle von der Verwaltung angeforderten Angaben über ihre Produktions-, Verarbeitungs- oder Vermarktungstätigkeit zu übermitteln;

3° den Nachweis zu erbringen, dass der Betrieb den Umweltnormen entspricht und einer Globalgenehmigung oder einer Umweltgenehmigung unterliegt.

Art. 10 - Die Beihilfe wird in einer einzigen Teilzahlung nach Eingang eines Zahlungsantrags gezahlt, der nach dem vom Minister festgelegten Muster eingereicht, datiert und vom Erzeuger unterzeichnet wird.

Kein Verzugszins darf über die Durchführung der im Rahmen des vorliegenden Erlasses vorgenommenen Zahlungen eingefordert werden.

KAPITEL III — Kontrolle, Sanktionen und Beschwerden

Art. 11 - Der Antragsteller erlaubt der Verwaltung, eine Besichtigung der Betriebsstätten vorzunehmen, um die Einhaltung der Bedingungen für die Gewährung zu überprüfen, nachdem er von der Verwaltung informiert wurde. Der Widerspruch gegen diese Kontrolle hat zur Folge, dass die Beihilfe entweder nicht gewährt wird, oder diese anteilig zu erstatten ist.

Art. 12 - Die Verwaltung prüft die Akte und die in Artikel 9 genannten Verpflichtungen.

Bei Zahlung ungeschuldeter Beträge oder Missachtung der in Artikel 9 angeführten Verpflichtungen wird die Beihilfe im Verhältnis zum festgestellten Verstoß gekürzt oder zurückgefordert.

Art. 13 - Gemäß Artikel D.17 des Gesetzbuches kann der Erzeuger innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab dem Datum der Zustellung des von der Verwaltung übermittelten Beschlusses bei dem Minister Einspruch erheben gegen jeglichen auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gefassten Beschluss.

Der Minister oder sein Bevollmächtigter:

1° hört den Beschwerdeführer an, wenn dieser eine Anhörung gemäß Artikel D.17 § 2 des Gesetzbuches beantragt;

2° entscheidet innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Eingang der Beschwerde.

Art. 14 - Dem Erzeuger wird keine in dem vorliegenden Erlass vorgesehene Beihilfe gewährt, wenn festgestellt wird, dass er die Voraussetzungen für den Erhalt dieser Beihilfen künstlich, den Zielen dieses Erlasses zuwiderlaufend geschaffen hat.

Art. 15 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 16 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Mai 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Anhang

 EHRENWÖRTLICHE ERKLÄRUNG DES UNTERNEHMENS
 Gewährte und künftige De-minimis-Beihilfen

Sie werden eine Beihilfe der Wallonischen Region erhalten. Die Beihilfen an Unternehmen unterliegen den Regelungen der Europäischen Kommission, damit sie den Wettbewerb nicht verzerren. Die vorliegende Beihilfe gilt als De-minimis-Beihilfe im Sinne der Europäischen Gesetzgebung. Unter Gefahr der zwangsweisen Rückzahlung des erhaltenen Betrags darf der Betrag der erhaltenen De-minimis-Beihilfen einen bestimmten Höchstbetrag nicht überschreiten, der vom Tätigkeitssektor abhängt. Zwecks der Prüfung, dass dieser Höchstbetrag nicht überschritten wurde, werden Sie gebeten, das nachstehende Dokument auszufüllen.

1. Allgemeine Angaben

Unternehmensnummer

□□□□-□□□□-□□□□

Natürliche Person (Selbständiger)

Herrn/Frau (Name und Vorname)

von der bezuschussenden Behörde auszufüllen

Juristische Person (Gesellschaft)

Name der Gesellschaft

Rechtsform

Kontaktperson

Herr / Frau (Name und Vorname)

Telefon/Handy:

2. Beteiligungen und Zusammensetzung des Kapitals

Bei der Festsetzung der Schwelle werden alle De-minimis-Beihilfen berücksichtigt, die auf der Ebene des **Einzelunternehmens** gewährt werden. Wenn Ihr Unternehmen mit einem oder mehreren anderen Unternehmen (Beteiligungen, Verbände, Stimmrechte, ...) verbunden ist, füllen Sie den Anhang aus. Andernfalls fahren Sie mit Schritt 3 fort.

Tätigkeiten des Unternehmens

Die Anwendung der De-minimis-Regelungen ist je nach dem Bereich, in dem das Unternehmen tätig ist, unterschiedlich. Ist das Unternehmen in einem dieser Bereiche tätig (*kreuzen Sie das Kästchen an, falls zutreffend*)?

Das Unternehmen ist in den Bereichen **Fischerei und Aquakultur** tätig (im Zweifelsfall: diese Tätigkeiten entsprechen den Codes 03 der NACE-BEL-Codes)

Das Unternehmen ist im Bereich der Primärproduktion von landwirtschaftlichen Erzeugnissen tätig (im Zweifelsfall: diese Tätigkeiten entsprechen den Codes 01.1 bis 01.5 der NACE-BEL-Codes).

- Das Unternehmen ist im **Bereich des gewerblichen Güterkraftverkehrs** tätig.

N.B. : Der/die NACE-Code(e) des Unternehmens kann/können bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen unter "BCE public Search" eingesehen werden, die über den folgenden Link zugänglich sind:
<http://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoeknaamfonetischform.html>

4. Informationen über De-minimis-Beihilfen

Um Beihilfen nach den De-minimis-Regeln zu gewähren, ist es notwendig, die anderen De-minimis-Beihilfen zu berücksichtigen, die dem Unternehmen im laufenden Steuerjahr, aber auch in den letzten beiden Steuerjahren gewährt wurden. Bitte füllen Sie die folgende Tabelle aus, wenn Sie in diesem Zeitraum eine De-minimis-Beihilfe erhalten haben. Zu diesem Zweck ist der Begriff eines Einzelunternehmens zu berücksichtigen, der unter Punkt 2 oben erläutert wurde.

N.B.: Um herauszufinden, ob es sich bei einer früheren Beihilfe um eine De-minimis-Beihilfe handelt, hat Ihnen die bezuschussende Behörde eine De-minimis-Beihilfe-Bescheinigung ausgestellt, aus der hervorgeht, nach welcher Verordnung diese Beihilfe gezahlt wird: Allgemein, Fischerei, Landwirtschaft, Dienstleistungen von allgemeinem Interesse (DAI).

Bereits erhaltene und in Bearbeitung befindliche Beihilfen:

| Datum des Beschlusses | Empfänger | Durch den Antrag betroffene De-Minimis-Regelung | Gegenstand der Beihilfe | Bezuschussende Behörde | Betrag in EUR |
|-----------------------|-----------|---|--|------------------------|---------------|
| □□/□□/□□ | | <input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischerei <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DIA | ..... ..... ..... ..... ..... ..... |  | ...EUR |
| □□/□□/□□ | | <input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischerei <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DIA | ..... ..... ..... ..... ..... ..... |  | ...EUR |
| □□/□□/□□ | | <input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischerei <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DIA | ..... ..... ..... ..... ..... ..... |  | ...EUR |
| □□/□□/□□ | | <input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischerei <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DIA | ..... ..... ..... ..... ..... ..... |  | ...EUR |

GESAMT:EUR

Ich Unterzeichneter, (Name und Vorname), gesetzlicher Vertreter als des Empfängers (Unternehmensnummer und Gesellschaftszweck/Bezeichnung), rechtlich befugt, die Gesellschaft zu verpflichten, bescheinige hiermit auf Ehrenwort, dass die untenstehende Liste der Informationen korrekt und vollständig ist.

Ich verpflichte mich, die Bescheinigungen über die oben genannten Bestimmungen auf Antrag der Verwaltung zur Verfügung zu stellen.

Mir ist bekannt, dass, wenn die von meinem Unternehmen gemachten Angaben unrichtig sind, die auf ihrer Grundlage erhaltenen Beihilfen zurückgezahlt werden müssen.

....., den.

Unterschrift,

ANHANG*

*Dieser Teil der Erklärung ist nur dann auszufüllen, wenn das Unternehmen de facto oder de jure an anderen Unternehmen beteiligt ist (siehe Punkt 1.1). Gleiches gilt, wenn andere Unternehmen mit dem Unternehmen in Verbindung stehen (siehe 1.2). Gegebenenfalls sind die De-minimis-Beihilfen dieser Unternehmen in die Tabelle unter Punkt 3 aufzunehmen.

1.1. De facto oder de jure Beteiligungen an anderen Unternehmen

Wenn das antragstellende Unternehmen Beteiligungen an anderen Unternehmen oder Unternehmensvereinigungen in einer Weise besitzt, dass sie zusammen als "Einzelunternehmen"¹ betrachtet werden können, ist die folgende Tabelle auszufüllen.

| Unternehmensnr. | Bezeichnung/Gesellschaftszweck | Rechtsform | Prozentsatz des Kapitals |
|-----------------|--------------------------------|------------|--------------------------|
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |

1.2. Unternehmen, die mit dem antragstellenden Unternehmen verbunden sind

Die untenstehende Tabelle muss ausgefüllt werden, wenn es sich um ein Unternehmen handelt:

- a) die Mehrheit der Stimmrechte der Aktionäre oder Gesellschafter der antragstellenden Gesellschaft besitzt
ODER
- b) das Recht hat, die Mehrheit der Mitglieder des Verwaltungs-, Leitungs- oder Aufsichtsorgans des antragstellenden Unternehmens zu bestellen oder zu entlassen ODER
- c) das Recht hat, aufgrund eines mit ihm geschlossenen Vertrages oder aufgrund einer Klausel in seiner Satzung einen beherrschenden Einfluss auf das antragstellende Unternehmen auszuüben ODER
- d) allein aufgrund einer mit anderen Aktionären oder Partnern des antragstellenden Unternehmens geschlossenen Vereinbarung die Mehrheit der Stimmrechte der Aktionäre oder Partner des antragstellenden Unternehmens kontrolliert.

| Unternehmensnr. | Bezeichnung/Gesellschaftszweck | Rechtsform | Fall a), b), c) oder d) |
|-----------------|--------------------------------|------------|-------------------------|
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Gewährung einer Beihilfe zugunsten der im Bereich der Fischerei und der Aquakultur tätigen Unternehmen, um die Auswirkungen der außergewöhnlichen Trockenheit des Jahres 2018 zu bewältigen, beigefügt zu werden.

Namur, den 16. Mai 2019

Für die Regierung
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

¹ Dazu gehören auch Unternehmen, die verbunden sind, weil ein Unternehmen über die Mehrheit der Stimmrechte oder das Recht verfügt, aufgrund eines Vertrages oder einer Klausel in der Satzung einen beherrschenden Einfluss auf die Geschäftstätigkeit des anderen Unternehmens auszuüben.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202740]

16 MEI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een steun aan de ondernemingen die actief zijn in de visserij- en aquacultuursector om de uitzonderlijke droogte van 2018 het hoofd te bieden

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 717/2014 van de Commissie van 27 december 2014 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun in de visserij- en aquacultuursector;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.241 en D.242;

Gelet op het rapport van 21 maart 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het besluit van 11 april 2014 tot uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 maart 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 april 2019;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 9 april 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 januari 2006 tot vaststelling van de nadere regels van de erkenningen, toelatingen en voorafgaande registraties afgeleverd door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

Gelet op de uitzonderlijke droogte die zich tussen 1 juni 2018 en 30 september 2018 heeft voorgedaan;

Gelet op de schade gekenmerkt door productieverliezen als gevolg van deze uitzonderlijke droogte;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de Administratie: de Directie Europese Programma's van het Departement Europees Beleid en Internationale Akkoorden van de Administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Waalse Wetboek;

2° het Wetboek: het Waalse Landbouwwetboek;

3° de producent: de natuurlijke of rechtspersoon die één of meerdere aquacultuurproductie-eenheden op autonome wijze voor eigen profijt en eigen rekening beheert;

4° Verordening (EU) nr. 717/2014: Verordening (EU) nr. 717/2014 van de Commissie van 27 juni 2014 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun in de visserij- en aquacultuursector (Publicatieblad, L.190, 28 juni 2014, blz. 45-54);

5° droogte: de uitzonderlijke klimatologische gebeurtenis die als dusdanig erkend is door het Koninklijk Belgisch Meteorologisch Instituut (KMI);

6° aquacultuurproductie-eenheid: een vestigingseenheid, in de zin van artikel I.2, 16°, van het Wetboek van economisch recht, waarin aquacultuur wordt beoefend.

Art. 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EU) nr. 717/2014 wordt een subsidie toegekend aan de ondernemingen die actief zijn in de visserij- en aquacultuursector, die verliezen hebben geleden en te kampen hebben met liquiditeitsproblemen als gevolg van de uitzonderlijke droogte tussen 1 juni 2018 en 30 september 2018 en die voldoen aan de voorwaarden van dit besluit.

Als de fondsen ontoereikend zijn, kan de Minister beslissen dat de steunaanvragen niet meer in aanmerking komen vanaf de datum die hij vaststelt.

HOOFDSTUK II. — *Steunregeling*

Art. 3. De in artikel 2 bedoelde steun wordt verleend in de vorm van een subsidie ten bedrage van maximaal 100 % van de geleden verliezen.

Het in het vorige lid bedoelde totaalbedrag van de steun mag niet hoger zijn dan 30.000 euro over een periode van drie belastingjaren, waarvan het bedrag van elke *de minimissteun* die verleend werd in de loop van het lopende jaar en van de twee voorafgaande jaren afgetrokken wordt.

Art. 4. Om voor de in artikel 2 bedoelde steun in aanmerking te komen, vervult de producent de volgende voorwaarden:

1° hij dient een steunaanvraag overeenkomstig de artikelen 5 en 6 in voor verliezen die uitsluitend worden geleden in aquacultuurproductie-eenheden op het grondgebied van het Waals Gewest;

2° hij beschikt over een correspondentieadres in België;

3° hij wordt in het GBCS door zijn partnernummer geïdentificeerd als beheerder van een of meerdere aquacultuurproductie-eenheden;

4° hij is geen publiekrechtelijke entiteit;

5° hij is geen onderneming in moeilijkheden, in de zin van artikel 3, 5), van Verordening (EG) nr.1388/2014 van de Commissie van 16 december 2014 waarbij bepaalde categorieën steun voor ondernemingen die actief zijn in de productie, de verwerking en de afzet van visserij- en aquacultuurproducten, op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

6° hij heeft de verklaring op erewoord met betrekking tot de *de-minimis*steun aangevuld overeenkomstig artikel 5 van Verordening (EU) nr. 717/2014 en zoals vastgesteld in de bijlage;

7° hij toont een verlies van minstens 2.000 euro als gevolg van de droogte aan.

De in het eerste lid, punt 1°, bedoelde verliezen kunnen betrekking hebben op verwerkingsactiviteiten wanneer ze worden uitgevoerd met levende vissen die gedurende ten minste drie weken worden bewaard in de kweekbassins van de aquacultuurproductie-eenheid waarop de steunaanvraag betrekking heeft.

Art. 5. Het dossier m.b.t. de in artikel 4, 1°, bedoelde steunaanvraag wordt aan de hand van het door de Minister bepaalde formulier bij de Administratie ingediend, door de Administratie ter beschikking gesteld en omvat:

1° het ingevulde formulier m.b.t. de steunaanvraag, met de identificatie van de betrokken aquacultuurproductie-eenheden gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest;

2° een door een bevoegde deskundige opgemaakt verslag over de evaluatie van de schade als gevolg van de droogte;

3° het bewijs van het in artikel 4, 7°, bedoelde verlies;

4° ieder ander bewijsstuk dat nodig is voor de verificatie van de in artikel 4 vastgestelde voorwaarden.

De toegekende steun heeft geen betrekking op verliezen die verband houden met de teelt van genetisch gemodificeerde organismen.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, bepaalt de Minister de aanwijzingscriteria voor de bevoegde deskundigen.

De Minister kan bepalen welke documenten door de aanvrager moeten worden overgelegd om de door de droogte geleden verliezen aan te tonen en de door de deskundigen te volgen methodologie om bedoelde verliezen te ramen.

Art. 6. De steunaanvraag wordt binnen twee jaar na de vaststelling van de ten gevolge van de droogte geleden verliezen door de bevoegde deskundige ingediend door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek.

De Administratie bericht ontvangst ervan binnen een termijn van tien werkdagen te rekenen van de ontvangst ervan. Het bericht van ontvangst vermeldt:

1° de ontvangstdatum van de aanvraag;

2° de termijn waarin de beslissing genomen wordt.

Indien de steunaanvraag onvolledig is, stelt de Administratie de aanvrager hiervan op de hoogte door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek en verzoekt zij hem deze binnen dertig dagen na ontvangst ervan aan te vullen.

De beslissing van de Minister wordt meegedeeld aan de Administratie binnen negentig dagen na de ontvangst van het volledig dossier.

Art. 7. De Administratie vermeldt in de kennisgeving van de in artikel 6, vierde lid, bedoelde beslissing het de-minimiskarakter van de steun.

Art. 8. Met inachtneming van Verordening (EU) nr. 717/2014 kan de Minister:

1° de procedure betreffende de steunaanvraag aanvullen;

2° louter procedurele aanvullende voorwaarden toevoegen die vereist worden voor de behandeling van de dossiers m.b.t. de steunaanvraag;

3° de lijst van de bij de steunaanvragen te voegen stukken aanvullen.

Art. 9. De producent die overeenkomstig artikel 6, lid 4, een kennisgeving van gunstige beslissing tot toekenning van steun heeft ontvangen, verbindt zich ertoe:

1° alle documenten die de deskundige in staat stelden de verliezen vast te stellen, te bewaren tot het einde van het vijfde jaar na de datum waarop de steun werd toegekend;

2° de Administratie tot het einde van het vijfde jaar na de datum waarop de steun is toegekend, alle gegevens over zijn productie-, verwerkings- of afzetactiviteiten te verstrekken die ze hem zou kunnen vragen;

3° te bewijzen dat het bedrijf de milieunormen naleeft en het voorwerp uitmaak van een globale vergunning of een milieuvergunning.

Art. 10. De steun wordt in één keer betaald na ontvangst van een betalingsaanvraag die volgens het door de Minister vastgestelde model wordt ingediend en die die door de producent gedateerd en ondertekend wordt.

Er kan geen enkele nalatigheidsintrest geëist worden betreffende de betalingen verricht in het kader van dit besluit.

HOOFDSTUK III. — *Controles, sancties en beroep*

Art. 11. De aanvrager laat de Administratie toe, een plaatsbezoek af te leggen om na te gaan of de voorwaarden voor de toekenning van de steun worden nageleefd, na verwittiging van de aanvrager door de Administratie. Het verweer tegen deze controle leidt tot de weigering van de toekenning van de steun of tot een verhoudingsgewijze terugbetaling ervan.

Art. 12. De Administratie gaat over tot de verificatie van het dossier en van de verbintenissen bedoeld in artikel 9.

In geval van onverschuldigde betaling of niet-naleving van de in artikel 9 bedoelde verbintenissen wordt de steun verlaagd of teruggevorderd in verhouding tot de vastgestelde tekortkoming.

Art. 13. Overeenkomstig artikel D.17 van het Wetboek kan de producent binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van de door de Administratie overgemaakte beslissing een beroep tegen iedere beslissing genomen krachtens dit besluit bij de Minister indienen.

De Minister of diens afgevaardigde:

1° hoort de verzoeker wanneer laatstgenoemde overeenkomstig artikel D.17, § 2, van het Wetboek vraagt om gehoord te worden;

2° neemt een beslissing inzake het beroep binnen drie maanden na ontvangst ervan.

Art. 14. Er wordt geen van de steunbedragen waarin dit besluit voorziet, toegekend aan een producent die kunstmatig de voorwaarden heeft gecreëerd om voor dergelijke steunbedragen in aanmerking te komen die niet in overeenstemming zijn met de doelstellingen van dit besluit.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 16. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Bijlage

VERKLARING OP EREWOORD VAN DE ONDERNEMING

Toegekende en nog toe te kennen de-minimissteun

U krijgt steun van het Waalse Gewest. Steun aan ondernemingen wordt door de Europese Commissie gereguleerd, zodat er geen concurrentievervalsing ontstaat. Deze steun heet « de minimis », dat staat zo in de Europese reglementering. Deze de minimis steun mag, afhankelijk van de sector waarin u actief bent, niet hoger zijn dan een bepaald bedrag zonet moet de steun worden terugbetaald. Daarom moeten wij nagaan of dat bedrag niet hoger is dan wat mag. Daarvoor moet u wel volgend document invullen.

1. Algemene inlichtingen

Bedrijfsnummer

□□□□-□□□□-□□□□

In te vullen door de subsidiërende overheid

De heer/Mevr. Naam en voornaam(-voornamen):

In te vullen door de subsidiërende overheid

 Rechtspersoon (bedrijf)

Naam van het bedrijf.....

Rechtsvorm

 Contactpersoon

De heer/Mevr. (naam en voornaam).....

Telefoon/gsm :

2. Participaties en samenstelling van het kapitaal

Of de drempel bereikt wordt, wordt bekeken aan de hand van elke de minimis steun die het **enige bedrijf** gekregen heeft. Indien uw onderneming met een of meerdere andere ondernemingen verbonden is (participaties, verenigingen, stemrecht,.....), vul de bijlage in. Ga anders naar punt 3.

3. Activiteiten van de onderneming

De toepassing van de *de minimis*-regels is afhankelijk van de sector waarin de onderneming actief is. Is de onderneming actief in een van de volgende sectoren (kruis het vakje aan in voorkomend geval) ?

De onderneming is actief in de sectoren van visserij, aquacultuur (in geval van twijfel stemmen deze activiteiten overeen met codes 03 van de NACE-BEL-code)

De onderneming is actief in de sector van primaire productie van landbouwproducten (in geval van twijfel stemmen deze activiteiten overeen met codes 01.1 tot 01.5 van de NACE-BEL- code)

- De onderneming is actief in het **vrachtvervoer over de weg voor rekening van derden**.

N.B. : de NACE-code(s) van de onderneming kan (kunnen) verkregen worden bij de Kruispuntbank der Ondernemingen via "BCE public Search", beschikbaar via de volgende link :

<http://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoeknaamfonetischform.html>

4. Inlichtingen betreffende de *de minimis*-steun

Om op grond van de *de minimis*-regels steun te kunnen verlenen, moet rekening gehouden worden met de andere *de minimis*-steun die tijdens het lopende aanslagjaar, maar ook tijdens de laatste twee aanslagjaren aan de onderneming is toegekend. Gelieve onderstaande tabel in te vullen indien u in deze periode *de minimis*-steun ontvangen heeft. Houd daarbij rekening met het in punt 2 uitgelegde begrip van de enkele onderneming.

N.B. : Om na te gaan of een eerder ontvangen steun een *de minimis*-steun is, heeft de subsidiërende overheid u een attest van de *de minimis*-steun overhandigd met vermelding van de verordening waarop deze steun gebaseerd is : algemeen, visserij, landbouw, D.A.E.B.

Voorheen ontvangen steun en lopende steun:

| Datum v. beslissing | Begunstigde eenheid | De-minimis regel waarop aanvraag betrekking heeft | Voorwerp van de steun | Subsidiëren de overheid | Bedrag in EUR |
|---------------------|---------------------|--|---|-------------------------|---------------|
| □□/□□/□□ | | <input type="checkbox"/> Algemeen Visserij <input type="checkbox"/> Landbouw DAEB | ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... |  | ...EUR |
| □□/□□/□□ | | <input type="checkbox"/> Algemeen Visserij <input type="checkbox"/> Landbouw DAEB | ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... |  | ...EUR |
| □□/□□/□□ | | <input type="checkbox"/> Algemeen Visserij <input type="checkbox"/> Landbouw DAEB | ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... |  | ...EUR |
| □□/□□/□□ | | <input type="checkbox"/> Algemeen Visserij <input type="checkbox"/> Landbouw DAEB | ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... |  | ...EUR |

TOTAAL: ...EUR

Ondergetekende, (naam en voornaam), wettelijke vertegenwoordiger als van de entiteit (bedrijfsnummer en handelsnaam/benaming), wettelijk bevoegd om de onderneming te verbinden, verklaart op erewoord dat de onderstaande lijst van gegevens juist en volledig is.

Ik verbind mij ertoe om op verzoek van de Administratie de attesten met betrekking tot de bovenstaande bepalingen te verstrekken.

Ik ben mij ervan bewust dat, indien de door mijn onderneming verstrekte informatie onjuist is, de op basis daarvan verkregen steun terugbetaald moet worden.

Gedaan te op

Handtekening,

BIJLAGE*

*Dit deel van de verklaring hoeft enkel te worden ingevuld indien de onderneming participaties in feite of in rechte in andere ondernemingen heeft (zie punt 1.1). Hetzelfde geldt indien andere ondernemingen banden hebben met de onderneming (zie 1.2). In voorkomend geval moet de de-minimis steun ontvangen door deze ondernemingen in de tabel in punt 3 opgenomen worden.

1.1. Feitelijke of juridische participaties in andere ondernemingen

Indien de vragende onderneming participaties in andere ondernemingen of verenigingen van ondernemingen bezit zodat zij samen als "één enkele onderneming"¹ beschouwd kunnen worden, hoeft onderstaande tabel ingevuld te worden.

| Bedrijfsnummer | Benaming/handelsnaam | Rechtsvorm | Percentage van het kapitaal |
|----------------|----------------------|------------|-----------------------------|
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |

1.2. Ondernemingen gebonden aan de verzoekende onderneming

Onderstaande tabel hoeft ingevuld te worden indien een onderneming:

- de meerderheid bezit van de stemrechten van de aandeelhouders of vennoten van de vragende onderneming OF ;
- het recht heeft de meerderheid van de leden van het orgaan belast met de Administratie, het bestuur of het toezicht van de vragende onderneming te benoemen of te ontslaan OF ;
- het recht heeft een overheersende invloed op de vragende onderneming uit te oefenen overeenkomstig een met deze gesloten overeenkomst of overeenkomstig een clause in de statuten ervan OF ;
- krachtens een akkoord gesloten met andere aandeelhouders of vennoten van de vragende onderneming, de meerderheid van de stemrechten van de aandeelhouders of vennoten ervan alleen controleert ;

| Bedrijfsnummer | Benaming/handelsnaam | Rechtsvorm | Toepasselijk geval a), b), c) of d) |
|----------------|----------------------|------------|-------------------------------------|
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |
| □□□□-□□□□-□□□□ | | | ...% |

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot toekenning van een steun aan de ondernemingen die actief zijn in de visserij- en aquacultuursector om de uitzonderlijke droogte van 2018 het hoofd te bieden.

Namen, 16 mei 2019.

Voor de Regering:
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN